

Louis Maurin

Tours, 11 novembre 2008

La mixité sociale passe-t-elle par la carte scolaire ?

Un soir de 11 novembre, une trentaine de personnes sont venues assister au café géo sur la carte scolaire, dont l'introduction et le débat ont été animés par Louis Maurin, journaliste à Alternatives économiques et directeur de l'Observatoire des Inégalités.

Ce compte rendu a été initialement publié sur le site de l'association Confluence-Géo :

<http://confluence-geo.fr/spip.php?a...>

Au tout début de la campagne présidentielle jusqu'à la fin 2007, il y a eu cette idée d'assouplir la carte scolaire, revendiquée par les deux principaux candidats Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

Il faut se rappeler que jusque assez récemment, notamment jusqu'à l'élection de Nicolas Sarkozy puis le début de directives prises pour l'assouplissement de la carte scolaire, il y avait une sorte d'accord assez unanime pour aller dans cette voie-là. Tout le monde trouvait ça bien. « Lever le voile », « la fin de l'hypocrisie », « plus de tabou ». La plupart des commentateurs approuvent cette idée, le type même de la fausse bonne idée qui va avoir des conséquences désastreuses pour les familles peu diplômées. Elle a le mérite de mettre sur la place publique les privilèges scolaires, mais elle illustre l'incapacité de la société française à réfléchir à une transformation de fond de l'école.

La carte scolaire serait une hypocrisie. Il y aurait, dit-on, 30 % de tricheurs. Ce chiffre suffirait pour légitimer l'ouverture des frontières scolaires, soi-disant au bénéfice de catégories populaires confinées dans des ghettos. Il est vrai que ceux qui contournent les obligations de la carte scolaire sont le plus souvent les ménages les plus diplômés, une sorte de "nouvelle bourgeoisie intellectuelle", qui a davantage voté à gauche qu'à droite le 6 mai. Le décalage entre les discours et les actes est parfois frappant, d'où l'hypocrisie.

C'est d'autant plus paradoxal que cette population devrait au contraire montrer l'exemple en respectant la règle. Mais la réalité est plus nuancée quand on l'observe dans le détail. Sur ces 30 %, les 20 % sont des familles qui optent vers le privé et pour qui la suppression de la carte scolaire, par définition, ne change rien. L'assouplissement pourrait changer quelque chose pour les effectifs du privé, mais en tout cas on ne peut pas réellement parler de triche à ce niveau. Il reste 10 % de dérogations, 8 % à Paris. Il y a de nombreuses raisons légitimes pour déroger à la règle : raisons de santé, des frères et soeurs ou un parent inscrits dans l'établissement, la proximité du domicile, etc. Rien ne dit que dans ces 10% il s'agisse de triche. En gros, la capacité à déroger à la règle augmente avec le niveau de diplôme : elle est inférieure à la moyenne chez les artisans, commerçants, agriculteurs et ouvriers, mais elle atteint 14,6 % chez les instituteurs et 18,6 % chez les professeurs.

Bref : parmi ceux qui contournent le plus souvent le découpage officiel on trouve ceux qui connaissent le mieux les rouages du système. Mais ce sont aussi ceux qui devraient le plus les

respecter, à la fois car ils sont les principaux acteurs du système éducatif, mais aussi parce qu'une partie de leur fonction est d'enseigner le respect des règles. D'où un premier enseignement important : les « racailles » de banlieues - dont on plaint l'incivilité à l'école - ne sont pas les seules à enfreindre les règles collectives : ce sport est une pratique partagée par toutes les couches sociales, quand le besoin s'en fait sentir.

Ces passe-droits sont choquants. Est-ce suffisant pour abandonner la carte scolaire ? Raison médicale, frère, sœur ou parent inscrit dans l'établissement, proximité du domicile, les raisons de ces dérogations peuvent être nombreuses. Rien ne dit que toutes sont injustifiées. Admettons que la moitié des dérogations - ce qui est déjà une forte proportion - le soit : on compterait au total 5 % de « tricheurs ». Lever l'hypocrisie consiste donc à généraliser une pratique très minoritaire. L'argumentaire de ceux qui veulent assouplir la carte scolaire revient à remplacer tous les stops par des « cédez le passage », au motif que l'arrêt complet est bien souvent oublié...

Mais surtout, les « abolitionnistes » ne mesurent pas les conséquences de leurs propositions. La carte scolaire est loin d'être la seule barrière entre les catégories populaires et les écoles des enfants de privilégiés. Il y a une forme de barrière symbolique, géographique, de passer d'un quartier à un autre. Les enfants des milieux populaires n'iront pas s'inscrire en masse dans les « beaux quartiers » ; la Courneuve ne débarquera jamais dans le 7^e arrondissement de Paris. Ceux qui veulent la fin de la carte scolaire le savent, sa suppression ne débouchera pas sur une forte mobilité des élèves. Si c'était le cas, les établissements favorisés n'auraient jamais la capacité matérielle d'accueillir les enfants des zones défavorisées, et toute l'architecture du système tomberait.

Pour répondre à cet argument, Xavier Darcos - à la suite de Nicolas Sarkozy - a annoncé que la carte scolaire serait remplacée par des critères de mixité sociale dans les établissements. Mais alors, comment, concrètement, établir ces critères ? Notons d'abord que pour évaluer la mixité, il ne suffit pas de connaître la composition sociale de l'établissement, mais il faut aussi celle de sa zone géographique de recrutement. Ce qui s'appelle... la carte scolaire. Et si l'on veut améliorer la mixité dans les faits, il ne suffit pas que quelques élèves de zones d'éducation prioritaire quittent leur quartier pour améliorer la mixité des établissements favorisés. Il faut aussi que les jeunes des beaux quartiers aillent étudier dans des établissements moins réputés... On suivra avec attention la mise en place de cette "nouvelle mixité sociale", mais personne n'est dupe en vérité. Compte tenu du poids politique des parents dont les enfants fréquentent les meilleurs établissements, on sait d'ores et déjà ce qui va se passer à partir de la rentrée prochaine. L'assouplissement va se transformer en un vaste jeu de choix de l'école, non pas pour les catégories populaires, mais pour les catégories situées juste en-dessous des plus favorisés, disons des 15 % de parents relativement diplômés. Quelques établissements réputés vont se donner bonne conscience en accueillant une poignée de bons élèves venus des quartiers défavorisés. Les écoles les moins réputées vont se vider de ces éléments moteurs, renforçant encore la fracture sociale scolaire. On peut craindre le pire pour ces collèges déjà en situation difficile. Paradoxe ultime, grâce à un enrobage savant les plus pénalisées seront les couches sociales peu diplômées, qui ont porté Nicolas Sarkozy à la présidence de la République...

Cet épisode de la carte scolaire est très révélateur de l'état du débat public français en matière d'éducation. Il existe d'autres solutions que la suppression de la carte scolaire. Rien n'empêche de se donner les moyens de faire respecter « l'ordre » qui a le vent en poupe : mettre en place des contrôles, limiter le choix des options, redessiner les contours de la carte scolaire pour

mieux dissocier les quartiers des établissements. Heureusement d'ailleurs, certaines académies font déjà ce travail sans le claironner sur tous les toits, dans la limite de leurs pouvoirs au niveau local.

Il faut aussi s'interroger sur les raisons de fond de la « triche ». La plupart des parents - ceux que l'on entend le moins - ont un profond respect du système. Une partie des parents ont de bonnes raisons de chercher à éviter à leurs enfants l'ambiance de certains établissements (4) et mettent alors leurs convictions dans leur poche : il est simpliste de leur jeter la pierre. Il ne faut pas oublier que les couches les plus aisées, qui ont les moyens de se loger dans les quartiers favorisés, ont rarement besoin de mettre en oeuvre des stratégies de contournement pour envoyer leurs enfants dans de "bonnes écoles". Enfin, dans un contexte de surenchère par rapport à l'école, l'anxiété des enfants et des parents est énorme par rapport à d'autres pays et elle se diffuse même là où les enjeux sont beaucoup plus faibles. Cette peur est alimentée sans vergogne par quelques démagogues de l'école pour faire des succès éditoriaux. Elle donne des ailes aux vendeurs de cours privés, subventionnés par la collectivité par des réductions d'impôt qui coûtent à l'Etat sans doute autant que ce qu'il dépense dans les ZEP !

La seule façon de renverser la vapeur est de renforcer considérablement les moyens des établissements les plus défavorisés. La véritable hypocrisie, c'est celle des zones d'éducation prioritaires dont on estime qu'elles sont un échec alors qu'elles n'ont jamais eu les moyens de faire la différence. Le milliard supplémentaire annoncé pour les ZEP par le nouveau chef de l'Etat est une bonne chose, mais il ne représente qu'un cinquième de ce qui sera accordé aux foyers les plus fortunés par la réduction des droits de succession... Au-delà, les difficultés scolaires n'existent pas que dans une minorité de territoires défavorisés. A l'inverse de la politique de concentration des moyens actuelle, il faut investir largement sur un ensemble plus grand encore d'établissements, par exemple en lieu et place de la politique de diminution d'impôts. Rien ne dit qu'on arriverait pas alors à réduire la triche à un niveau résiduel de façon beaucoup plus efficace qu'avec la suppression de la carte scolaire.

Le débat actuel est aussi emblématique du faible intérêt pour une réforme en profondeur de l'école. Il s'agit d'utiliser la démagogie pour faire « populaire ». Le problème de l'école aujourd'hui, c'est qu'elle est pour une bonne part formatée sur le modèle des catégories favorisées : importance démesurée accordée aux humanités contre les techniques, orientation de plus en plus précoce, qui dirige les enfants (fils et filles de catégories populaires) vers les filières qui leur sont prédestinées, évaluation trop fréquente et peu formatrice qui fragilise encore les plus fragiles, jusque l'introduction d'une « note de vie scolaire » pour stigmatiser encore plus les enfants en difficulté, inégalité considérable de moyens entre université et grandes écoles, etc. Depuis plus de dix ans, les politiques éducatives vont à l'inverse de l'égalité des chances. L'élite intellectuelle du pays va applaudir à la nouvelle politique scolaire, qui va profiter à ses enfants. Car en son sein, ceux qui songent à une réelle transformation restent ultra-minoritaires. Sur fond de lamentation sur la baisse du niveau scolaire (plainte constante depuis un siècle), les catégories favorisées de droite comme de gauche défendent bec et ongles l'école d'avant-hier. Tout autre discours est analysé comme un affaiblissement de la qualité du savoir transmis, qui pénaliserait finalement les moins bien formés. Ce faisant, ces couches sociales tentent de maintenir ou renforcer des privilèges scolaires, comme a pu le faire la noblesse au XVIII^e siècle avec ses titres.

Bizarrement, on assiste à une sorte de convergence d'intérêt entre des conservateurs traditionnels de « l'élitisme républicain », défendant clairement un modèle, et un public beaucoup plus large qui craint - à juste titre - la tentation libérale et des effets de l'économie

de marché appliquée à l'école sans trop se rendre compte qu'il défend du coup une école inégalitaire. En attendant, l'immense majorité des parents que l'on n'entend pas, ne comprend pas le sens du débat public sur l'école, leur demande n'étant pas de changer d'école, mais d'avoir une meilleure qualité d'enseignement dans un système plus égalitaire.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net